

Raphaël Canet

École de développement international et mondialisation, Université d'Ottawa

(2012)

“Le Forum social mondial  
et le renouveau de la contestation  
sociale: de l’alliance Nord-Sud  
à la solidarité Sud-Nord”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Raphaël Canet

**“Le Forum social mondial et le renouveau de la contestation sociale: de l’alliance Nord-Sud à la solidarité Sud-Nord.”**

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Dorval Brunelle, **Communautés atlantiques / Atlantic Communities : asymétries et convergences**, pp 161-190. Montréal : Les Éditions de l’Institut d’Études Internationales de Montréal, 2012, 425 pp. Texte déjà publié dans *Les cahiers de l’INSERM*, mai 2012, no 10, pp. 116 et suivantes.

<http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?article8088>

M. Brunelle nous a accordé le 23 mars 2013 son autorisation de diffuser électroniquement ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriels : Dorval Brunelle : [brunelle.dorval@uqam.ca](mailto:brunelle.dorval@uqam.ca)  
canet raphael : [canet.raphael@gmail.com](mailto:canet.raphael@gmail.com)  
[raphael.canet@uottawa.ca](mailto:raphael.canet@uottawa.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations: Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page: Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

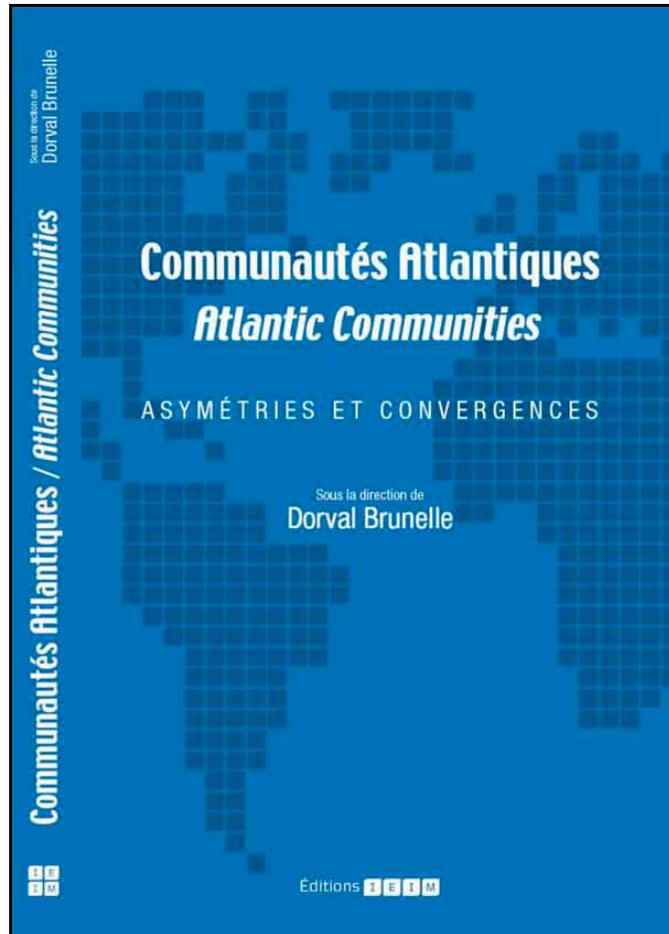
Édition numérique réalisée le 30 mars 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Raphaël Canet

École de développement international et mondialisation, Université d’Ottawa

**“Le Forum social mondial et le renouveau de la contestation sociale: de l’alliance Nord-Sud à la solidarité Sud-Nord.”**



Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Dorval Brunelle, **Communautés atlantiques / Atlantic Communities : asymétries et convergences**, pp 161-190. Montréal : Les Éditions de l’Institut d’Études Internationales de Montréal, 2012, 425 pp. Texte déjà publié dans *Les cahiers de l’INSERM*, mai 2012, no 10, pp. 116 et suivantes.

[xii]

**Communautés atlantiques / Atlantic Communities :  
asymétries et convergences.**

## **PRÉSENTATION DE L’AUTEUR**

### **Raphaël Canet**

École de développement international et mondialisation, Université d’Ottawa. Auteur de *Nationalismes et société au Québec*, Montréal, Athéna éditions, 2003, et co-directeur de publication de *Crise de l’État, revanche des sociétés*, Montréal, Athéna éditions, 2006 ; *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement ?* Montréal, Athéna éditions, 2004 ; *La nation en débat. Entre modernité et postmodernité*, Montréal, Athéna éditions, 2003 ; et *L’Altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010.

[161]

**Deuxième partie**  
**Questions sociales :**  
**Le Sud au Nord, le Nord au Sud**

**6**

---

“Le Forum social mondial et  
le renouveau de la contestation sociale:  
de l’alliance Nord-Sud  
à la solidarité Sud-Nord.”

*Raphaël Canet*

[pp. 161-190]

[Retour à la table des matières](#)

Le Forum social mondial (FSM) est né en 2001 d'une collaboration transatlantique entre les mouvements sociaux du Nord et du Sud, principalement de France et du Brésil, afin de construire une autre mondialisation, émancipée du modèle néolibéral hégémonique imposé par les puissances occidentales, comme le G8 et ses relais, notamment le Forum économique mondial de Davos. Il incarnait, et incarne toujours, une nouvelle forme de contestation de cette idéologie dominante. Il se présentait comme l'espace de convergence de toutes les luttes sociales, sporadiques et locales tout d'abord, puis de plus en plus organisées et transnationales, qui n'ont cessé de se développer dès l'imposition plus ou moins brutale des réformes néolibérales dans les pays du Sud, puis du Nord.

Aujourd’hui, le FSM est à un nouveau carrefour. En stimulant les débats sociaux, en favorisant l’émergence de propositions alternatives et en interpellant les gouvernements sur leurs actions et engagements, les [162] mouvements sociaux qui participent aux FSM ont remporté plusieurs batailles et ont profondément modifié la dynamique politique de plusieurs pays, principalement en Amérique latine. Cette efficacité politique est-elle exportable sur d’autres continents ? Comment cette innovation politique qui a émergé d’un contexte socioculturel bien spécifique, peut-elle renforcer les luttes sociales dans les pays du Nord ? Est-il possible d’établir un lien entre les dynamiques sociopolitiques qui ont porté le printemps arabe, le mouvement des Indignés en Europe, le mouvement *Occupy Wall Street* aux États-Unis et la mouvance altermondialiste ? En somme, qu’avons-nous aujourd’hui à apprendre des luttes sociales au Sud et des innovations politiques qui en sont issues pour progresser vers des modèles de société plus justes, plus solidaires et plus durables à l’échelle de la planète ?

Afin de prendre la mesure du lien entre le FSM et, plus largement, de la mouvance altermondialiste et le renouvellement des formes de contestation de l’ordre existant, il est nécessaire de revenir sur la genèse de ce mouvement. Nous proposons une analyse en trois temps qui repose sur notre lecture des trente dernières années de luttes plurielles contre le néolibéralisme. C’est une perspective de recherche activiste, produite de l’intérieur du mouvement et qui entend contribuer à son développement.

### *L’alliance Nord-Sud (1996-2001)*

Les peuples se sont opposés au néolibéralisme dès qu’ils ont pris conscience des conséquences sociales et, finalement, des incidences directes sur leur vie quotidienne que ce modèle économique imposait. Il faut donc chercher les premiers signes de cette contestation [163] sociale dans les pays qui furent les premiers touchés par les réformes néolibérales et qui ne disposaient pas de filets sociaux pour en atténuer temporairement (ou plutôt pour en différer) les conséquences drastiques pour leurs populations. Il s’agit essentiellement des pays du Sud qui ont été soumis dès la fin des années 1970 aux fameux plans d’ajustement structurel (PAS) du Fonds monétaire international

(FMI), imposés comme conditionnalités à de nouveaux prêts devant leur permettre de faire face à leur crise de la dette publique.

Ces premières formes de contestation ont éclaté un peu partout dans le Sud global, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elles se manifestaient sous formes d’actions localisées, contextuelles, avec des revendications très précises touchant des secteurs directement menacés par les réformes économiques fondamentales qui étaient imposées. Dans plusieurs cas, il était pratiquement question de survie. Prenons l’exemple du Pérou qui a adopté en 1977 un PAS lui imposant de réduire de 33 % le budget de l’État. Cela s’est notamment traduit par la suppression des aides publiques sur le carburant, les transports et l’alimentation, ce qui a directement conduit à l’explosion des prix, touchant ainsi les populations les plus défavorisées. En 1979, le pays fut en proie aux émeutes et à la grève générale, que le gouvernement réprima en votant la loi martiale et en emprisonnant les chefs syndicaux. La Tunisie est un autre cas intéressant. En 1983, le FMI a recommandé au gouvernement de hausser les prix des céréales afin d’augmenter ses revenus et ainsi rembourser sa dette publique. En décembre de la même année éclatèrent les émeutes du pain. Ce sont les premières émeutes de la faim de la période néolibérale. Elles se soldèrent par plus de 150 morts et la proclamation de l’état d’urgence.

[164]

Ainsi, dès le début des années 1980, les réformes néolibérales s’imposent de manière très brutale dans les pays du Sud, déstructurant des systèmes sociaux déjà fragiles. En Jamaïque, le PAS appliqué de 1981 à 1985 conduit à couper de 40 % les dépenses en éducation et de 33 % celles en santé. En Bolivie, les dépenses de santé chutent de 72 % entre 1980 et 1982, et les salaires réels de 75 % entre 1980 et 1984. Au Brésil, le PAS de 1983 imposant notamment de limiter les subventions agricoles conduit à un recul de 13 % de la production vivrière. Le gouvernement en vient à estimer, en 1985, que les deux tiers de la population de ce pays souffrent de la faim <sup>1</sup>. Devant de telles situations, les peuples se soulèvent, protestent, manifestent. Mais le plus souvent, les régimes plutôt autoritaires répriment... jusqu’à la prochaine révolte. Le scénario se reproduit aux quatre coins de ce Sud

---

<sup>1</sup> Richard Bergeron, *L’anti-développement : le prix du libéralisme*, Paris, L’Harmattan, 1992, p. 131.

global soumis et accablé par la crise de la dette. Crise de la dette, plans d’ajustement drastiques, révoltes sociales. On le retrouve aux Philippines, en Zambie, au Kenya, au Sénégal, en Côte d’Ivoire, en Haïti....

Ces événements ont été peu documentés et surtout, le lien entre toutes ces révoltes a été assez peu souvent établi. Au Nord, où on ne se souciait pas vraiment de toutes ces crises, les rapports Nord-Sud étaient souvent occultés par les relations Est-Ouest et l’attention se concentrait surtout sur les tentatives de réformes menées par Gorbatchev en URSS. Ce n’est qu’avec la naissance de la mondialisation néolibérale et l’imposition du marché mondial au début des années 1990 que, paradoxalement, le Nord a redécouvert le Sud. L’insurrection zapatiste au Mexique, le 1<sup>er</sup> janvier 1994, a causé le premier émoi, d’autant plus surprenant qu’il provenait d’une région du monde où on l’attendait le moins. Des autochtones du Sud-Est mexicain prenaient les armes pour dénoncer le libre-échange et la « barbarie techno-marchande » qui [165] mettaient en péril leurs communautés <sup>2</sup>. Pour la première fois, le néolibéralisme était directement dénoncé, une pensée critique synthétique s’élaborait, un besoin de se rassembler prenait forme. Le mouvement zapatiste trouva beaucoup d’écho en France, pays qui allait vivre, en novembre et décembre 1995, son plus vaste mouvement de grève depuis mai 1968. La population se soulevait contre un plan de réforme drastique de la sécurité sociale et des retraites visant à hausser la cote du pays sur les marchés financiers mondiaux. Là encore, le néolibéralisme fut dénoncé, mais cette fois-ci non par la critique des armes, mais plutôt par les armes de la critique. En effet, le mouvement de novembre-décembre 1995 en France a permis de raviver la flamme de l’intellectuel, ce penseur engagé qui sort de sa tour d’ivoire pour mettre son savoir et sa capacité d’analyse au service de la lutte sociale <sup>3</sup>. C’est alors que, dans un regard transatlantique, les Français ont par exemple commencé à se demander ce qu’ils pouvaient bien avoir en commun avec les Indiens du Chiapas.

---

<sup>2</sup> Sur ce thème, voir Collectif, *Depuis les montagnes du Sud Est mexicain : Textes relatifs à la guerre indienne au Chiapas*, vol. 2, Paris, L’Insomniaque, 1996, 123 p.

<sup>3</sup> Julien Duval et al, *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber-Raisons d’agir, 1998, 124 p.

C'est dans le but de faciliter l'émergence d'une compréhension commune des conséquences sociales du néolibéralisme globalisé et d'articuler les actions de résistance au-delà des espaces nationaux que sont nées les grandes rencontres internationales altermondialistes. La première du genre, sorte d'ancêtre du FSM, fut la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme (la première Rencontre intergalactique), organisée par les Zapatistes au Mexique durant l'été 1996. Il faut voir dans cette première rencontre un réveil à la fois des conceptions et des pratiques internationalistes dans le champ des luttes sociales <sup>4</sup>. Commence dès lors à se tisser une alliance entre le Nord et le Sud afin de construire un monde émancipé du néolibéralisme.

[166]

Plusieurs étapes jalonnent cette riche et intense histoire de la convergence transnationale des mouvements d'opposition à la mondialisation néolibérale. Pensons tout d'abord à la lutte contre l'*Accord multilatéral sur les investissements* (AMI) en 1998. Ce traité commercial, visant à consacrer mondialement le droit des investisseurs contre les pouvoirs publics et les populations qu'ils représentent, était négocié en catimini depuis 1995 au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il fut publiquement dénoncé par des organisations de la société civile américaine et canadienne, avec l'aide du périodique français *Le monde diplomatique*, en 1998 <sup>5</sup>, ce qui a conduit au blocage des négociations puis au retrait du projet.

L'autre événement marquant de la période, véritable onde de choc pour les élites politiques et financières qui n'avaient jusqu'à alors prêté que très peu d'attention à ces mobilisations, fut ce que nous appelons désormais la *bataille de Seattle* <sup>6</sup>. Il s'agit des grandes manifesta-

---

<sup>4</sup> Sur le phénomène du zapatisme, voir Jérôme Baschet, *L'étincelle zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Paris, Denoël, 2002, 286 p.

<sup>5</sup> Lire l'article de Lori Wallach, « Le nouveau manifeste du capitalisme mondial » *Le monde diplomatique*, février 1998, p. 22.

<sup>6</sup> Maude Barlow et Tony Clarke, *La bataille de Seattle. Sociétés civiles contre mondialisation marchande*, Paris, Fayard, 2002, 385 p. Il existe aussi désormais un long métrage qui relate, de manière romancée, ces événements : Stuart Townsend, *Bataille à Seattle*, 2008, Metropolitan FilmExport, 1h40min.

tions qui ont entouré la tenue de la Conférence de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) dans l’État de Washington aux États-Unis, en novembre 1999. Cette étape fut importante sous plusieurs aspects. Elle a permis une convergence inédite de différentes organisations de la société civile américaine, notamment les grands syndicats de l’automobile et les environnementalistes, permettant ainsi de dépasser des clivages internes traditionnels souvent démobilisateurs. Seattle fut aussi un laboratoire d’expérimentation de nouvelles pratiques d’action collective (grands déploiements de rue, actions théâtrales, stratégie médiatique, mise en scène, guerre d’image, articulation des actions *inside* et *outside*, etc.). Cette conférence fut enfin l’occasion pour les organisations de la société civile du Nord, spécialisées dans les questions relatives au commerce international et à ses échanges [167] inégaux, d’agir auprès des gouvernements des pays du Sud, afin de leur faire comprendre que leurs intérêts n’étaient pas toujours garantis dans ce genre d’accord, bien au contraire. Ce lent travail d’information et de conscientisation portera ses fruits en conduisant au blocage des négociations du cycle de Doha suite aux Conférences de l’OMC tenue à Cancún, en 2003, à et Hong Kong à 2005 <sup>7</sup>.

Une autre illustration très marquante de cette alliance Nord-Sud, déployée à l’échelle des Amériques cette fois-ci, fut la campagne contre la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et la création de l’Alliance sociale continentale (ASC). Le projet de créer une vaste zone de libre-échange qui s’étendrait du « Labrador à la Terre de feu » a été lancé par l’administration Clinton dès 1994, à Miami. Le projet fut négocié par étape, au cours de ce qui était appelé les sommets des Amériques, réunissant 34 chefs d’État, soit tous les pays du continent à l’exception de Cuba. Le projet consistait essentiellement en l’élargissement de l’Accord de libre-échange Nord-Américain (ALENA), l’accord économique régissant les relations entre les États-Unis,

---

<sup>7</sup> Sur ce point, voir Raphaël Canet et René Audet, « La société civile à l’OMC : vers une gouvernance plus équitable ? » *Autrepart*, 2005, vol. 35, n° 36, pp.161-76 René Audet, Raphaël Canet et Jules Duchastel, « Le dragon à plusieurs têtes : stratégies de la société civile à l’OMC » dans Raphaël Canet et Jules Duchastel, dir, *Crise de l’État, revanche des sociétés*, Montréal, Éditions Athéna, 2006, pp. 331-59.

le Canada et le Mexique à l'ensemble des Amériques<sup>8</sup>. Très vite, les mouvements sociaux des Amériques, du Nord au Sud, se sont organisés pour faire face à l'initiative. Dès 1997, ils se sont regroupés dans une large coalition, l'ASC, qui avait pour fonction de permettre l'articulation d'actions communes, de campagnes de mobilisation à l'échelle du continent et surtout, de faciliter l'organisation des sommets des peuples qui se tiendraient en parallèle des sommets des chefs d'État où se négociaient les termes de l'accord. Le premier Sommet des peuples a été organisé au Chili, en 1998, et le second à Québec, en avril 2001. Le Sommet de Québec a constitué une étape importante dans la consolidation de la mouvance altermondialiste dans [168] l'hémisphère Nord. Il a rassemblé près de 40 000 manifestants dans une ville transformée en citadelle assiégée. C'est ici que, pour la première fois, des barrières de sécurité ont été employées à grande échelle afin de compartimenter la ville et de faire le vide autour de l'hôtel où se rencontraient les chefs d'État. Cette pratique de ségrégation urbaine deviendra par la suite monnaie courante, incarnant ainsi symboliquement la fracture grandissante entre les élites politiques et les populations qu'ils sont censés représenter. Québec 2001 fut l'occasion pour les mouvements sociaux de démontrer leur capacité de mobilisation, et surtout d'exprimer à la face du monde que la mondialisation néolibérale et ses projets économiques libre-échangistes ne faisaient consensus ni au Nord, ni au Sud.

En somme, depuis 1996, nous assistons à l'émergence d'une sorte d'Internationale de la contestation qui profite de chaque réunion au sommet des instances de la mondialisation néolibérale (OMC, FMI, Banque mondiale, ZLEA, G8, Davos...) pour manifester sa dissidence sous la forme de démonstrations de rue sans cesse plus importantes<sup>9</sup>. La plus massive de toutes sera la manifestation contre le G8, de juillet 2007, à Gênes en Italie. Près de 300 000 personnes prendront part aux différentes actions qui seront alors menées pour dénoncer la fracture du monde entre une poignée de pays qui s'arrogent le droit de domi-

---

<sup>8</sup> Christian Deblock et Dorval Brunelle, « De l'ALE à la ZLEA : régionalisme et sécurité économiques dans les Amériques » *Études internationales*, 1997, vol. 28, n° 2, pp. 313-44.

<sup>9</sup> Pour une chronique de ces années de mobilisation (1999-2001), voir Naomi Klein, *Journal d'une combattante : nouvelles du front de la mondialisation*, Paris, Actes Sud, coll. Babel, 2005, 223 p.

ner les autres et les peuples du monde entier. Nous touchons là à l’apogée des mobilisations visant à faire entrave à la marche inexorable vers l’imposition d’un marché mondial libéralisé. Gênes, ce fut aussi le premier mort altermondialiste au Nord, Carlo Giuliani, tombé sous les balles de la police italienne. Gênes clôt ainsi un cycle, celui des mobilisations de masse au Nord, là où se concentrent les centres de pouvoir, en solidarité avec des mouvements du [169] Sud, pour bâtir tous ensemble un monde différent. Ces vastes mobilisations ont permis une certaine inflexion de la mondialisation. Dès lors, il ne sera plus possible de négocier des accords commerciaux et financiers en catimini ou d’imposer des accords de libre-échange sans débat public. L’esprit critique s’est développé et demande à présent des comptes. Mais face à cette bouffée d’espoir et d’expression citoyenne, le pouvoir ébranlé a fait le choix de la répression. Québec et Gênes sont de tristes illustrations de cette surenchère de la violence. Plutôt que le dialogue et l’ouverture, les gouvernements ont choisi la ligne dure. Combien de temps les mouvements sociaux pourront-ils continuer à demeurer le grain de sable dans l’engrenage de la mondialisation néolibérale sans se faire broyer ?

### ***La grande bifurcation : la peur au Nord et l’espoir au Sud (2001-2008)***

Le 11 septembre 2001 va constituer une formidable opportunité pour des gouvernements sur la défensive, ayant perdu la bataille de l’opinion publique et qui font face à des mouvements sociaux de plus en plus structurés et articulés. La lutte contre le terrorisme va leur permettre de balayer toutes les considérations portant sur les conséquences sociales de la mondialisation. Nous assistons alors à la grande bifurcation. Alors que la peur s’installe au Nord, porteuse de démobilisation et de repli sur soi, au Sud, au contraire, l’espoir poursuit son chemin et débouche sur de nouveaux projets de société, audacieux et volontaires.

En effet, la guerre au terrorisme menée par le gouvernement américain et ses alliés en Afghanistan, puis en Irak, au lendemain des attentats du World Trade [170] Center, va créer un climat de peur où

l'obsession sécuritaire va peu à peu occulter toute dimension critique. Certes, les mouvements sociaux vont tenter de s'organiser pour dénoncer ce retour à une forme d'impérialisme, mais la mobilisation ne suivra pas. Notons toutefois que, dans ce marasme, les immenses marches de février 2003 contre la guerre en Irak semblent s'inscrire en faux contre notre argument. En effet, les 15 millions de personnes qui sont descendues dans les rues de plus de 600 villes du monde le même jour, le 15 février 2003, ont produit la première véritable manifestation mondiale. Mais la guerre a pourtant eu lieu et l'effet fut dévastateur. Si une démonstration mondiale aussi massive n'a pas pu faire reculer l'administration Bush fils, malgré le caractère très partial et non fondé de son argumentation sur les supposées armes de destruction massives <sup>10</sup>, alors nombre de gens se sont demandés à quoi bon se mobiliser.

Cette même tendance au cynisme et à la résignation se retrouve dans des parcours nationaux. Pensons, en Europe et en France, à la campagne de 2005 sur la constitution européenne. Le « non » français au référendum sur la constitution européenne, alors que pratiquement l'ensemble de la classe politique et médiatique était partisan du « oui », aurait pu susciter un fort mouvement d'adhésion aux idées alternatives. Ce ne fut malheureusement pas le cas et très vite cet élan citoyen contre une Europe jugée trop libérale et pas assez sociale, porteur d'un projet de société différent à construire, s'est brisé devant la violence déchainée des banlieues qui, à l'automne 2005, se sont une fois de plus embrasées <sup>11</sup>. Là encore, la violence aveugle et gratuite, la peur et la répression ont balayé le débat d'idée et la construction en commun d'un véritable projet de société. Plutôt que de s'interroger sur les causes de ce malaise [171] français, les pouvoirs publics ont une fois de plus stigmatisé ses conséquences.

Comme l'affirme très justement Edgar Morin, « la répression peut combattre les symptômes, mais elle ne saurait combattre les causes, et elle peut surtout les entretenir » <sup>12</sup>. Cela vaut pour le terrorisme inter-

---

<sup>10</sup> Jocelyn Coulon, *L'agression : les États-Unis, l'Irak et le monde*, Montréal, Éditions Athéna, 2004, 274 p.

<sup>11</sup> Gérard Mauger, *L'émeute de novembre 2005 : une révolte protopolitique*, Broissieux, éditions du Croquant, 2006, 160 p.

<sup>12</sup> Edgar Morin, « Au-delà de la globalisation et du développement, société-monde ou empire-monde ? » *Revue du MAUSS*, 2002, vol. 20 n° 2, p. 47.

national comme pour les violences urbaines. Trop souvent, la peur légitime la répression étatique et agit comme un anesthésiant pour la pensée critique.

Un tel climat a favorisé, en Europe et en Amérique du Nord, une montée de ce qu’il est aujourd’hui convenu d’appeler le néoconservatisme <sup>13</sup>. Ce concept entend traduire un certain glissement dans l’idéologie et le discours des classes dominantes. L’impératif de libéralisation des marchés et d’approfondissement sans cesse plus poussé du commerce mondial au nom de l’idéal de la liberté d’entreprendre et des effets vertueux de la richesse tend à s’effacer devant l’obsession sécuritaire, le contrôle des risques devenus multiples et la défense de valeurs jugées menacées. Le discours de la sécurité s’impose sur celui de la liberté. Nous ne sommes plus dans une dynamique de dépassement des frontières et de construction d’une « mondialisation heureuse » (le commerce mondial va conduire à la paix sur terre), mais bien dans une logique de renforcement des contrôles aux frontières (bien plus en ce qui concerne les humains que les marchandises cependant), et d’une vision du monde fragmentée, en proie au choc des cultures, voire des civilisations <sup>14</sup>. Cela ne veut pas dire que les élites se détournent de la logique libre-échangiste portée par la mondialisation néolibérale. Bien au contraire, ils continuent à pousser pour une libéralisation du commerce mondial. Cependant, ils mettent en place, en parallèle, des politiques axées sur le contrôle des migrants, le renforcement des normes de sécurité, l’augmentation des [172] dépenses militaires qui sont justifiées par un discours moralisateur et profondément idéologique n’hésitant pas à s’appuyer sur des soubassements religieux et à jouer sur les divisions sociales. La tendance est clairement perceptible aux États-Unis et au Canada, mais aussi en Europe.

Cette montée du néoconservatisme au Nord accentue encore davantage la fracture entre les gouvernements et leurs populations, et coïncide avec une certaine volonté politique de contrôler davantage

---

<sup>13</sup> Le terme n’est cependant pas nouveau, il parcourt la pensée politique américaine depuis le milieu des années 1960 pour qualifier un courant de pensée structuré autour du rejet d’une certaine forme de modernité héritée de l’État-providence. Voir Lizette Jalbert et Laurent Lepage, dir, *Néo-conservatisme et restructuration de l’État. Canada - États-Unis - Angleterre*, Montréal, Presses de l’Université du Québec, 1986, 274 p.

<sup>14</sup> Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997, 545p.

les organisations de la société civile et les mouvements sociaux contestataires à l’intérieur même de leur territoire. On le constate au Canada depuis l’arrivée au pouvoir du parti conservateur de Stephen Harper, en 2006, et encore davantage depuis l’obtention d’un mandat majoritaire lors des élections de mars 2011. De nombreuses organisations de la société civile (organisations de femmes, organisations de coopération internationales, etc.) ont vu leur financement public largement amputé, voire annulé, lorsque celles-ci n’allait pas dans le sens des orientations idéologiques du gouvernement. Les dépenses faramineuses mises au compte de la sécurité (près d’un milliard de dollars) durant la tenue du Sommet du G20 à Toronto, en juin 2010, et surtout la vague d’arrestation massive (autour de mille personnes) qui a suivi, une première dans l’histoire du pays, témoignent aussi de cette radicalisation du gouvernement canadien, qui se prolonge sous bien d’autres aspects <sup>15</sup>.

La tendance est inverse dans les pays du Sud, notamment en Amérique latine. La création du FSM, puis la vague de gouvernements dits progressistes qui ont pris le pouvoir dans de nombreux pays de la région, contrastent fortement avec le complexe obsidional qui semble avoir [173] frappé les pays du Nord. Attardons-nous un peu sur ces différents éléments.

Invention du Sud (son berceau est brésilien <sup>16</sup>), le FSM a émergé comme une innovation dans les formes de mobilisations sociopolitiques, notamment en mettant de l’avant une vision horizontale des rapports de pouvoir et une conception positive de la diversité des mouvements <sup>17</sup>. Il rompt ainsi avec la logique verticale et hiérarchisante plus traditionnelle impliquant la définition d’une ligne d’action commune portée par une avant-garde sur laquelle devraient s’aligner les

---

<sup>15</sup> Pour prolonger l’analyse critique, voir Christian Nadeau, *Contre Harper : bref traité philosophique sur la révolution conservatrice*, Montréal, éditions du Boréal, 2010, 166 p.

<sup>16</sup> Chico Withaker, *Changer le monde : nouveau mode d’emploi*, Paris, Éditions de l’Atelier, 2006, 255 p. et Bernard Cassen, *Tout a commencé à Porto Alegre*, Paris, Mille et une nuits, 2003, 220 p.

<sup>17</sup> Raphaël Canet, « L’intelligence en essaim. Stratégie d’internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale » *Culture et conflits*, 2008, vol. 70 n° 2, pp. 33-56.

stratégies d’action des différents mouvements sociaux <sup>18</sup>. Plutôt que de créer un nouvel acteur social surplombant et incarnant la contestation mondiale, le FSM a ouvert un espace de dialogue et de convergence des multiples acteurs sociaux globaux, régionaux et locaux déjà en lutte pour la construction de l’Autre monde.

La formule fut gagnante. Le FSM a très vite attiré des milliers de participants et d’organisations. Il faut dire que son apparition, en 2001, s’inscrivait dans la continuité d’une série de manifestations massives et médiatisées organisées au Nord (Seattle, Québec et Gênes) afin d’enrayer le processus de construction d’un marché mondial libre et peu soucieux des conséquences sociales et environnementales de son extension et de son approfondissement. Les circonstances étaient propices et le FSM s’est vite imposé comme un rendez-vous militant incontournable. Il répondait au besoin de créer un espace d’échange au niveau global entre toutes les forces engagées dans la lutte contre la mondialisation néolibérale afin de partager les visions et les analyses, de faire converger les stratégies et surtout de sortir les mouvements de leur routine afin de dépasser la compartimentation des luttes (rassembler les syndicats [174] d’un côté et les environnementalistes de l’autre, les féministes d’un bord et les jeunes ailleurs, etc.). Le FSM est ainsi devenu à la fois le symbole et le lieu de rassemblements périodiques de tous les mouvements sociaux, organisations, associations diverses et simples citoyens qui se réunissaient autour du slogan « Un autre monde est possible », et que l’on regroupe aujourd’hui sous l’appellation de mouvance altermondialiste <sup>19</sup>.

---

<sup>18</sup> Raphaël Canet, « Altermondialistes de tous les pays, unissez-vous ! Le Forum social mondial et le projet contre-hégémonique » *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 2010, n° 3, pp. 216-28.

<sup>19</sup> Pour bien comprendre la logique des forums sociaux et la dynamique de l’altermondialisme, voir Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte, *L’altermondialisme Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010, 478 p.

L’essor des forums sociaux en Amérique latine s’est accompagné d’un virage à gauche de la plupart des pays de la région <sup>20</sup>. On pense bien sûr à l’élection de Lula au Brésil (2002), d’Evo Morales en Bolivie (2005) ou encore de Rafael Correa en Équateur (2006). Mais il y avait aussi eu Chavez au Venezuela (1998), qui a radicalisé son orientation suite à la tentative de coup d’État le visant, en 2002, pour miser désormais sur la révolution bolivarienne, Ricardo Lagos (2000), puis Michelle Bachelet (2006), au Chili, Nestor Kirchner (2003), puis Cristina Fernandez (2007), en Argentine, Tabaré Vazquez (2004), puis José Mujica (2009), en Uruguay, Daniel Ortega (2006), au Nicaragua, Fernando Lugo (2008), au Paraguay, Mauricio Funes (2009), au Salvador et, récemment, Ollanta Humala (2011), au Pérou. Comment interpréter cette évolution du continent latino-américain à contre-courant de la logique néolibérale qui s’impose partout dans le monde ? Pourquoi l’Amérique latine est-elle aujourd’hui porteuse d’espoir ?

Si l’on suit l’analyse de Negri et Cocco <sup>21</sup>, le modèle néolibéral qui s’est imposé en Amérique latine dans les années 1980-90 est venu réaffirmer l’interdépendance entre le centre et la périphérie. Le problème de ce modèle, c’est qu’il n’a pas su innover sur le terrain productif et qu’il a échoué dans sa tentative d’imposer le marché comme espace de mobilisation sociale. [175] Cependant, paradoxalement, le néolibéralisme a eu des effets positifs en Amérique latine. Les politiques néolibérales ont, en quelque sorte, précipité la rupture avec l’État autoritaire national-développementaliste et l’oligarchie corporatiste. En créant une nouvelle dépendance, le néolibéralisme a ouvert de nouveaux espaces pour la participation populaire et il a finalement stimulé l’innovation productive des forces sociales. L’Argentine, au lendemain de la crise de 2001, fut un terreau très fertile de créativité sociale (Piqueteros, usines récupérées, assemblées de quartier, etc.). De la

<sup>20</sup> Centre tricontinental, « Mouvements et pouvoir de gauche en Amérique latine » *Alternatives Sud*, 2005, vol. 12 n° 2 ; Observatoire des changements en Amérique latine/Institut des hautes études de l’Amérique latine, *Amérique latine : une Amérique latine toujours plus diverse*, Paris, La Documentation française, 2010, 206 p.

<sup>21</sup> Antonio Negri et Giuseppe Cocco, *GlobAL Luttés et biopouvoir à l’heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l’Amérique latine*, Paris, éditions Amsterdam, 2007, 217 p.

même manière, le Brésil de Cardoso a pavé la voie au Brésil de Lula. Le même phénomène s’est produit entre Menem et Kirchner en Argentine et il s’en est fallu de peu pour que le scénario ne se reproduise aussi au Mexique, entre Fox et Obrador <sup>22</sup>.

Les victoires de la gauche en Amérique latine ont permis l’affirmation de nouvelles politiques, et ce, à deux niveaux. À l’intérieur des territoires nationaux tout d’abord s’est affirmée une nouvelle dynamique démocratique reposant sur le rapprochement entre les gouvernements et les mouvements sociaux. Ces derniers sont conçus comme une source féconde d’innovation institutionnelle et politique, et même la source première. Ils doivent être conviés au processus de réinvention de la démocratie afin de la tirer de l’impasse dans laquelle elle se trouve actuellement, engluée dans une forme représentative résultant du triomphe de l’individualisme démocratique. À l’échelle continentale ensuite se sont mis en place des instruments autonomes de coopération permettant la construction d’une forme d’interdépendance solidaire entre les différents États de la région (Union des nations sud-américaines, Banque du Sud et TéléSur, par exemple).

[176]

Ainsi, cette nouvelle génération de leaders progressistes en Amérique latine a redonné un contenu au projet de société (n’hésitant d’ailleurs pas pour cela à réécrire la constitution du pays comme ce fut le cas en Équateur, en Bolivie et au Venezuela), en travaillant avec les mouvements sociaux au niveau local, national et régional, et surtout en étant à l’écoute de leurs revendications. En ce sens, ils n’ont pas reproduit l’échec de la social-démocratie en Europe et en Amérique du Nord qui, dans les années 1980 et 1990, avait succombé aux sirènes de la pensée unique néolibérale, semant le désarroi chez ses partisans <sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> Raphaël Canet, « Le peuple contre la nation. Mobilisations sociales et démocratie au Mexique » *Chronique des Amériques*, janvier 2007, n° 2. En ligne : [www.ieim.uqam.ca](http://www.ieim.uqam.ca).

<sup>23</sup> Voir tout le débat entourant la « troisième voie », théorisée par Anthony Giddens (*La Troisième voie : Le renouveau de la social-démocratie*, Paris, Seuil, 2002, 266 p.) et qui a inspiré de nombreux gouvernements se proclamant de gauche, des travaillistes britanniques aux socialistes français, en passant par

Avec l'apparition du FSM il y a maintenant plus de 10 ans, les mouvements sociaux et organisations de la société civile mondiale ont voulu passer du stade de l'opposition au modèle dominant à celui de la proposition et de la construction de modèles alternatifs. Le projet s'est concrétisé en Amérique latine, comme nous venons de le voir, dans un partenariat fécond entre des gouvernements progressistes et des mouvements sociaux innovants. Par contre, en Amérique du Nord et en Europe, la tendance fut inverse. Les gouvernements se sont radicalisés dans une posture néoconservatrice, en confrontant les mouvements sociaux, en s'isolant de la population et en justifiant le statu quo par un discours sécuritaire.

### *La nécessaire solidarité Sud-Nord (2008-2011)*

Depuis 2001, le FSM a parcouru le monde majoritaire (Sud global), quittant son berceau latino-américain pour l'Asie et l'Afrique, ce qui lui a permis de nouer de multiples formes de solidarité Sud-Sud qui se sont matérialisées dans de nombreux projets locaux et campagnes internationales. Cela a aussi permis à la [177] mouvance altermondialiste de prendre conscience du caractère à la fois systémique et polymorphe de la mondialisation et des défis humains, sociaux et environnementaux qu'elle pose. L'année 2008 fut à cet égard un moment clé. L'éclatement simultanée des crises financière, économique et alimentaire, sur fond de crise environnementale, énergétique et sécuritaire, a permis de tisser des liens entre ces différents phénomènes et de comprendre qu'ils n'étaient en fait que les conséquences interreliées d'une crise plus profonde et plus globale. Comme nous le font remarquer les peuples autochtones des Amériques, nous vivons une profonde crise de civilisation, la nôtre, industrielle et productiviste, individualiste et consummatrice<sup>24</sup>. Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'impasse d'un modèle de développement fondé sur

---

les sociaux-démocrates allemands. Pour une introduction riche et incisive à ce débat, voir Philippe Marlière, « La social-démocratie telle qu'elle est », *Contretemps*, mai 2009. En ligne : [www.contretemps.eu](http://www.contretemps.eu).

<sup>24</sup> Lire l'*Appel des peuples indigènes face à la crise de civilisation*, Forum social mondial, 1<sup>er</sup> février 2009, Brésil. [En ligne](#).

l’exploitation à outrance des ressources naturelles et humaines <sup>25</sup>. Nous en sommes là car nous avons collectivement abdiqué face à une oligarchie toute puissante qui s’est accaparée nos institutions politiques pour nous imposer sa conception du monde et transformer la société en conséquence <sup>26</sup>.

Susan George nous décrit très bien comment le monde de la finance a entièrement refaçonné nos sociétés en fonction de ses intérêts, notamment en s’attaquant aux fondements de l’État-providence <sup>27</sup>. Observant l’évolution de la fiscalité aux États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale, Susan George note que le modèle de répartition a été profondément remanié. Alors que dans les années 1950 la tranche la plus élevée des revenus était taxée à 90 %, elle ne l’était plus, en 2009, qu’à 35 %. Non seulement les riches paient de moins en moins d’impôts, mais ils peuvent aussi, avec la libération du capital que suppose la mondialisation, investir où les salaires sont bas et les droits économiques et sociaux inexistantes. Nous assistons ainsi à la désindustrialisation [178] des nations jadis considérées comme développées, mais aussi à un processus plus insidieux selon lequel la valeur ajoutée de l’activité économique est de plus accaparée par les propriétaires du capital au détriment du monde du travail. Nous voilà ainsi plongés dans un cercle vicieux où la machine productiviste alimentée par l’activité asiatique s’emballe, inondant les marchés européen et nord-américain de produits qui doivent être consommés par des populations qui ne peuvent que recourir à l’endettement pour soutenir un tel niveau de vie, car les salaires y stagnent et le chômage y progresse. Pour éviter la crise de surproduction et rentabiliser ses investissements, l’oligarchie financière favorise l’endettement des ménages, mais aussi des États. C’est cette fuite en avant morbide, stimulée par

---

<sup>25</sup> Sur ce thème, il faut lire les riches réflexions issues du mouvement pour la décroissance, notamment Serge Latouche, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006, 320p. ; Paul Ariès, *Désobéir et grandir : vers une société de décroissance*, Montréal, Écosociété, 2009, 211 p. Pour une approche percutante et moins spécialisée de la problématique, consulter les livres d’Hervé Kempf, notamment *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil, 2007, 147 p. ; *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Paris, Seuil, 2009, 168 p.

<sup>26</sup> Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde*, Paris, Fayard, 2002, 360p. Plus récemment Hervé Kempf, *L’oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Seuil, 2011, 192 p.

<sup>27</sup> Susan George, *Leurs crises, nos solutions*, Paris, Albin Michel, 2010, 368 p.

la libéralisation du secteur financier et ses innovations délirantes – les titrisations en tous genres –, qui a conduit à la crise des *subprimes* sur le marché immobilier américain en 2008, et qui se prolonge aujourd’hui dans la crise de la dette des pays Européens et des États-Unis <sup>28</sup>.

Cette montée en puissance du monde de la finance a conduit à une concentration de la richesse qui a pour conséquence directe un approfondissement des inégalités et de la pauvreté. Les chiffres cités par Susan George parlent d’eux-mêmes : « Parmi les habitants adultes de la planète, les 10 % les plus riches possèdent 85 % du patrimoine mondial des ménages et, parmi eux les 2 % les plus riches en captent plus de la moitié. La moitié la plus pauvre de la population mondiale en dispose d’à peine 1 % » <sup>29</sup>. Et la tendance ne va pas en s’améliorant car l’auteure démontre que depuis le début de l’emprise du régime néolibéral sur les pays dominants (aux États-Unis et en Europe), il y a maintenant plus de 30 ans, les plus nantis ne cessent de concentrer la richesse : « Quand Ronald Reagan a été élu président en 1980, le 1 % [179] supérieur des Américains recevait 9 % du revenu [national]. Trente ans plus tard, il en reçoit 22 % » <sup>30</sup>. Ainsi, l’étude annuelle de Merrill Lynch/Cap Gemini nous révèle qu’il y avait en 2007 près de 10 millions de personnes sur notre planète qui détenaient chacune au moins un million de dollars d’actifs liquides. Tous ensemble, ces nouveaux princes de la terre monopolisent 40 000 milliards de dollars (G\$) en liquide, soit trois fois le PIB des États-Unis, six fois celui de la Chine. Autre fait intéressant, la moitié de ces super-riches se situent désormais dans les nouveaux pays dits « émergents ».

Cette concentration de la richesse engendre logiquement un approfondissement de l’écart des revenus. Là encore, les chiffres sont éloquentes : « Dans les États-Unis des années 1960, l’écart salarial entre le PDG et le travailleur moyen d’une grande entreprise atteignait 60 à 70 contre 1 [...]. Aujourd’hui, l’écart est de 450 à 500 contre 1 » <sup>31</sup>.

<sup>28</sup> Paul Jorion, *La crise : Des subprimes au séisme financier planétaire*, Paris, Fayard, 2008, 343 p. Voir aussi le documentaire très bien construit et pédagogique pour comprendre la crise de l’intérieur de Charles H. Ferguson, *Inside Job*, 2010, Sony Picture Classics, 108 min.

<sup>29</sup> George, *supra* note 28, p. 113.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 137.

Alors que les riches sont de plus en plus riches et paient de moins en moins d'impôt, les classes moyennes disparaissent et le chômage structurel s'installe dans les économies dites développées. Il touchait en 2009 près de 50 millions de personnes dans l'Union européenne (UE), soit une augmentation de 60 % en deux ans, et continue de progresser... En somme, ce que démontre clairement Susan George, c'est que cette élite a fait le choix de l'enrichissement à outrance au détriment du bien-être de ses propres concitoyens, en masquant son pur égoïsme derrière la sacro-sainte liberté individuelle de prospérer. La solidarité nationale, notamment par le biais d'une fiscalité redistributive, a été sacrifiée sur l'autel de la cupidité de l'oligarchie.

Ironiquement, maintenant que les pays du Nord sont aux prises avec une très grave crise de leur dette publique, nos élites embouchent à nouveaux les trompettes de la [180] solidarité et du sursaut national pour appeler le petit peuple à se serrer la ceinture et accepter des plans drastiques d'austérité qui vont balayer près d'un demi-siècle d'acquis sociaux en terme de qualité de vie et d'humanisation du travail. L'argument de la lutte au déficit légitime aujourd'hui toutes les régressions sociales. Nous n'avons pas d'autre choix que de remplir les caisses vides de nos gouvernements. Il en va de notre devoir de citoyen. Pourtant, nous n'avons pas été consultés quand, au plus fort de la crise, en 2008, nos mêmes gouvernements, ont déboursé 14 000 G\$ (soit le quart du PIB mondial) pour sauver les institutions financières <sup>32</sup>.

Nous sommes donc loin de la « mondialisation heureuse » louangée par les chantres du néolibéralisme dans les années 1990. Et le tableau s'assombrit encore lorsque l'on aborde la crise des ressources (dans l'alimentation et sur la question de l'eau). Car si au Nord les gens craignent pour leur emploi et leur bien-être, dans les pays du Sud, ils craignent carrément pour leur survie. Si 2008 fut assurément l'année de la crise économique et financière, elle fut aussi celle de la crise alimentaire durant laquelle plus d'un milliard de personnes ont souffert de la faim dans le monde, déclenchant des émeutes dans plus de trente pays.

---

<sup>32</sup> Ce chiffre outrancier, cité par Susan George dans son livre, est tiré d'une étude menée par deux économistes de la banque d'Angleterre.

Ce climat de crise renforce donc le cycle de la contestation sociale, mais aussi celui de la répression. L'augmentation actuelle des budgets consacrés à la défense dans la plupart des pays n'est pas pour nous rassurer. Au niveau global c'est 1 500 G\$ qui sont dédiés chaque année aux armées et les États-Unis, première puissance militaire mondiale, consacrent 5 % de son PIB à la défense, soit 636 G\$ pour l'année 2010. Outre cette nouvelle course aux armements, Susan George identifie quatre sources des conflits à venir. Tout d'abord, [181] l'accroissement des inégalités qui, au niveau mondial, exacerbe le ressentiment et crée un climat de violence latente qui n'attend qu'un prétexte pour exploser. Pensons aux révoltes arabes, bien-sûr, mais aussi aux émeutes urbaines dans les banlieues françaises et, depuis peu, en Angleterre. Ensuite, les pressions que vont exercer les réfugiés climatiques, qui sont estimés par l'Organisation des Nations Unies à environ 200 à 250 millions à l'horizon 2050. Il va bien falloir accueillir quelque part les victimes des sécheresses, inondations et autres aléas dûs aux dérèglements du climat que notre système économique génère. Il n'y a qu'à se remémorer les dernières inondations au Pakistan, ou encore la vague de sécheresse qui plonge dans la famine des millions de personnes dans la Corne de l'Afrique. Face à cette reconfiguration de la problématique migratoire, l'attitude adoptée par l'UE constitue une autre source des conflits à venir. Plutôt que de travailler sur les causes économiques et environnementales des migrations, l'Europe, tout comme l'Amérique du Nord d'ailleurs, se replie dans une obsession sécuritaire et construit une Europe forteresse. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à observer le budget de l'Agence de l'Union européenne chargée d'en surveiller les frontières, nommée l'agence Frontex qui a été multiplié par 13 ces cinq dernières années. Finalement, la dernière source de conflit, qui est reliée à toutes les autres, ce sont les politiques mises en œuvre par les institutions financières internationales dans les pays endettés qui ne se cantonnent plus désormais aux pays du Sud. Les fameux programmes d'ajustements structurels, rebaptisés cyniquement Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) par le FMI et la Banque mondiale au tournant des années 2000, et aujourd'hui Plans d'austérité au Nord, continuent à s'appliquer et à transformer les structures économiques et productives des pays pour les rendre conformes aux impératifs du [182] capitalisme mondialisé, sans aucunes considérations pour le bien-être des populations et le respect de l'environnement. Devant un tel tableau, est-il

encore possible de voir la lumière au bout du tunnel ? « La plus haute forme d’espérance, c’est le désespoir surmonté », écrivait Georges Bernanos<sup>33</sup>. Aussi, l’aiguillon du renouveau de la contestation sociale a surgit là encore où on l’attendait le moins, dans le monde arabe.

2011 fut l’année de l’indignation et de la révolte. Tout à commencé en Tunisie, à la fin décembre 2010, avec l’immolation volontaire de Mohamed Bouazizi. Le jeune homme est devenu le symbole de toute une génération sacrifiée, étouffée, bafouée, condamnée à l’exclusion sociale, peu importe ses compétences ou ses diplômes, pour la seule raison de ne pas faire partie du sérail. Comme le note très justement Bertrand Badie :

au centre des mobilisations fondatrices se trouve bien sûr des revendications matérielles, plus évidentes au sein d’une population jeune, sans emplois, bénéficiant au mieux d’une éducation qui ne mène à rien dans la vie active, comptant sur de faibles ressources et même victime d’insécurité alimentaire. Mais il y avait plus profond et plus déterminant : ces mobilisations étaient clairement axées autour du thème de la dignité, de l’honneur et de la volonté de mettre un terme à l’humiliation<sup>34</sup>.

Le printemps arabe était né et un vent de révolte ébranla les autocraties de la région, emportant quelques dictateurs (Ben Ali, Moubarak, Kadhafi), déstabilisant des régimes (Yémen, Jordanie, Bahreïn, Koweït) et poussant de nombreux autres à concéder des réformes (Maroc, Algérie, Oman, Arabie Saoudite). Le processus est toujours vivant au moment d’écrire ces lignes, notamment en Syrie. Les images de ces peuples arabes [183] déstabilisant leurs oligarchies ont fait le tour du monde, abreuvé les médias occidentaux et couvert tous les écrans. Au point où certains, au Nord, ont commencé à se dire que s’ils sont capables dans le monde arabe de renverser des dictatures établies par la force des armes, alors pourquoi ne pourrions-nous pas

---

<sup>33</sup> Cette idée est développée dans George Bernanos, *La liberté pour quoi faire ?*, Paris, Gallimard, 1995, 244 p.

<sup>34</sup> Bertrand Badie, « Quand le social défie le politique et fait trembler l’international » dans Bertrand Badie et Dominique Vidal, *L’état du monde 2012 : nouveaux acteurs, nouvelle donne*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 18-19.

renverser chez nous la dictature des banques et des marchés financiers ? Le « printemps arabe » a ainsi précipité l’« été européen », puis l’« automne américain ».

Reprenant le mot d’ordre lancé par Stéphane Hessel dans son opuscule <sup>35</sup>, les premiers *Indignés* sont apparus en Espagne, suite à l’appel du 15 mai 2011 lancé via Internet et les réseaux sociaux par l’organisation *Democracia Real Ya !*. L’Espagne se trouvait alors dans un contexte électoral, puisque des élections municipales étaient prévues le 22 mai, et s’était vu imposée de profondes mesures d’austérité. Le terrain était donc propice pour un débat de fond sur les limites réelles de la démocratie dans ce pays fortement touché par la crise économique, subissant les diktats des marchés financiers, mais aussi un pays où la jeunesse est frappée de plein fouet par le chômage (plus de 46 % des jeunes sont au chômage <sup>36</sup>) et qui s’installe dans une situation précaire <sup>37</sup>. Suite à une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes organisée à Madrid le 15 mai, les Indignés décident d’occuper l’espace public et s’installent sur la place *Puerta del Sol*. S’inspirant ainsi des occupations spontanées des places publiques dans le monde arabe, dont le symbole demeure la place Tahrir, au Caire, les Indignés entendent démontrer leur détermination à rejeter des élites dirigeantes qui ont, à leur yeux, perdu toute légitimité, et surtout à être eux-mêmes des artisans du changement. L’initiative fait des émules et le mouvement se répand en Europe (Portugal, France, Grèce, Grande-Bretagne, Italie, Belgique...) et au-delà [184] (notamment en Israël, puis en Amérique du Nord). La dimension planétaire de ce mouvement de contestation se concrétise, le 15 octobre 2011, lors de la journée mondiale des indignés, qui a donné lieu à des manifestations dans plus de 950 villes réparties dans 82 pays, où résonnaient des slogans tels que « unis pour un changement global », « un autre

---

<sup>35</sup> Stéphane Hessel, *Indignez-vous !*, Montpellier, éditions Indigène, 2010, 32 p.

<sup>36</sup> Anne Rodier, « La zone euro n’arrive pas à faire refluer le chômage » *Le Monde*, 1er septembre 2011. En ligne : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr).

<sup>37</sup> Sur ce thème de plus en plus pertinent pour rendre compte des rapports sociaux en reconstruction, voir « Du prolétariat au précaire : le travail dans l’ombre du capitalisme contemporain », *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, hiver 2012, n° 7, 255 p.

monde est possible » et, à l’égard de la classe politique, « vous ne nous représentez plus » <sup>38</sup>.

Ainsi, tout comme au moment de la création du FSM en 2001, la formule semble susciter les mobilisations. En fait, la recette est assez similaire : éloge de l’ouverture, de l’horizontalité des rapports sociaux et de la diversité constitutive du mouvement, innovations et créativité spontanée des actions politiques, rejet des formes traditionnelles d’encadrement des mobilisations sociales (partis politiques, syndicats) et des leaders, importance accordées aux débats collectifs et à la pratique d’une réelle démocratie participative à l’intérieur du mouvement, etc. C’est cette proximité dans la conception du changement social qui nous permet d’insister sur le lien entre le mouvement des Indignés et la mouvance altermondialiste. Ils partagent une même vision du politique qui nourrit toute une génération de jeunes activistes. Comme l’analysait très clairement, dès 2004, Geoffrey Pleyers :

Plutôt que par l’arrivée au pouvoir d’un autre parti ou de grands changements institutionnels, la transformation du monde passe pour eux par une multitude de voies centrées autour de la participation, de la citoyenneté active et de la vie quotidienne. [...] Désenchantés face aux formes actuelles de la démocratie, les jeunes libertaires et alter-activistes créent de nouveaux espaces permettant davantage de participation. Pour eux, l’« autre monde possible » commence *hic et nunc*, dans la construction même du mouvement. Très attachés à la [185] continuité entre les moyens et les fins, ils entendent y créer des espaces qui permettent d’expérimenter d’autres formes de vie en commun et de relations sociales, d’autres modes d’engagement et d’organisation davantage en phase avec le monde qu’ils souhaitent : « Nous ne dissociions pas nos pratiques de nos objectifs. Nous choisissons un fonctionnement horizontal, antisexiste, auto- et éco-gestionnaire à partir de regroupements affinitaires » <sup>39</sup>.

Le mouvement s’est prolongé en Amérique du Nord, à partir des États-Unis, notamment autour de l’initiative Occupy Wall Street.

---

<sup>38</sup> Benoît Hopquin, « L’appel international des indignés à manifester a été très diversement suivi », *Le monde*, 18 octobre 2011, p. 10.

<sup>39</sup> Geoffrey Pleyers, « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d’engagement des jeunes altermondialistes » *Lien social et Politiques*, 2004, n° 51, p.130.

S’inspirant des mobilisations européennes, des manifestants occupent le parc Zuccotti à New York, proche de la bourse, à partir du 17 septembre 2011. Le mouvement cible spécifiquement « le pouvoir corrosif des grandes banques et des entreprises multinationales sur les processus démocratiques, ainsi que le rôle joué par Wall Street dans l’effondrement économique mondial qui a causé la pire récession depuis des générations ». Le mouvement se revendique explicitement des révoltes arabes et entend s’attaquer « au 1 % des personnes les plus riches qui dictent les lois d’une économie mondiale injuste qui hypothèque notre avenir à tous »<sup>40</sup>. Le mouvement, né à New York, s’est ensuite propagé à plus de 100 villes américaines, mais aussi au Canada (Vancouver, Toronto, Ottawa, Montréal). À Montréal, le mouvement Occupons Montréal s’est installé au Square Victoria, en plein quartier financier, durant plusieurs semaines. Même après avoir été délogé par les autorités municipales, le mouvement n’en continue pas moins d’exister, de publier son journal 99 %, de tenir des assemblées populaires et d’appeler à des mobilisations en liens avec des luttes sociales en cours, notamment les grèves étudiantes<sup>41</sup>.

[186]

### *Quel avenir ?*

On aurait tort d’interpréter le mouvement des indignés comme un phénomène conjoncturel sans grande profondeur. Certes, ce mouvement fut en grande partie spontané, mais cela ne veut pas dire qu’il ne s’inscrit pas dans la continuité de luttes et de mobilisations qui se manifestent à travers la planète depuis des décennies. Bien au contraire, le mouvement des indignés ne constitue qu’une forme innovante de lutte contre le néolibéralisme et, en ce sens, il participe de la mouvance altermondialiste dont il partage à la fois les valeurs et son combat pour un monde plus juste, solidaire et durable.

Il existe cependant une différence fondamentale entre les révoltes sociales des années 1980 dans les pays du Sud et ce que nous obser-

---

<sup>40</sup> Occupy Wall Street, « About Occupy Wall Street », 2012. [En ligne](#) : [traduction libre].

<sup>41</sup> Occupons Montréal, « À propos d’Occupons Montréal », 2012. [En ligne](#).

vons actuellement à travers le monde. Alors que les premières apparaissaient comme des événements localisés, contextuels, sans lien entre elles, les secondes ont en revanche clairement une dimension mondiale. Le printemps arabe a inspiré les *indignados* espagnols, qui ont inspirés les protagonistes d’Occupy Wall Street, qui ont inspirés ceux d’Occupons Montréal, etc. Depuis trente ans, la pensée critique a évolué et nous assistons à une prise de conscience générale de ce que signifie le triomphe du capitalisme mondialisé. La naissance du FSM, il y a 10 ans, a fortement contribué à cette compréhension collective du monde dans lequel nous vivons, notamment en créant un espace de convergence pour toutes les forces sociales qui souhaitent construire un monde durable, juste et solidaire. Véritable innovation politique visant à faire progresser la mouvance altermondialiste du stade de l’opposition à celui de la proposition en misant sur la diversité des initiatives, des tactiques, des acteurs et des projets de société, le forum social s’est disséminé à travers le monde porteur d’une [187] nouvelle culture politique d’engagement citoyen. C’est un peu cela aussi que nous retrouvons aujourd’hui dans le mouvement des indignés, cette prise de conscience que nous sommes aussi des acteurs du changement social et que notre voix compte.

Il semblerait donc que la mondialisation néolibérale ait engendré une mondialisation de la résistance. C’est dans cette perspective qu’il faut comprendre le mouvement des indignés. Il est l’héritier de l’insurrection zapatiste, de la lutte contre l’AMI, des marches contre la guerre et des manifestations contre l’OMC, la ZLEA, le FMI, le G8, le G20 et autant de mobilisations populaires d’envergure, raillées par les médias et les élites économiques et politiques, stigmatisées comme des anomalies rétrogrades opposées au progrès et à la marche inexorable de l’Histoire, mais qui pourtant révèlent les dissensions croissantes entourant le processus de mondialisation financière à l’œuvre. Révoltés arabes, indignés européens ou occupants américains, tous se sont rassemblés une fois de plus derrière le même message d’espoir, contre la pensée unique néolibérale, *un autre monde est possible !* Contre les élites politiques et financières qui n’ont aucune considération pour leurs populations et monopolisent le pouvoir, *indignez-vous !*

De 2001 à 2011, la mouvance altermondialiste, alimentée par les mouvements de contestation globale, a aussi vu son discours évoluer

progressivement, devenir plus ciblé. De la critique de la mondialisation néolibérale et de ses mécanismes complexes, elle en est venue à dénoncer la crise de civilisation et plus spécifiquement les oligarchies. Ainsi, au Maghreb, en Europe et en Amérique du Nord des gens se sont levés pour dire qu’ils ne souhaitent plus vivre dans un monde d’injustice, d’oppression et de corruption où le pouvoir est accaparé par quelques-uns au [188] détriment du plus grand nombre. En Tunisie, en Égypte, en Libye, en Espagne, en Grèce, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Sénégal, en Russie, les gens se sont réappropriés le seul espace qui leur restait, la rue et les places publiques, pour crier « Kifaya, ça suffit ! », « Y’en a marre » ou, comme les Zapatistes il y a plus de 15 ans au Chiapas mexicain, « ya Basta ! ». Certains ont pris pour cible leur dictateur, d’autres leur gouvernement illégitime, d’autres encore les bourses et la finance internationale, mais tous ont dénoncé le pouvoir exorbitant de l’oligarchie, ce 1 % qui ne cesse d’exploiter les humains et les ressources pour leur unique profit. Ainsi, de la critique de l’emprise des impératifs économiques sur nos vies, le discours et la pratique des luttes sociales se sont déplacés sur le terrain du politique.

Certes, l’indignation n’est pas une politique. Mais elle apparaît aujourd’hui comme un élément essentiel pour le renouvellement du politique. Le mouvement des indignés dénonce la dérive oligarchique, réactionnaire et conservatrice qui dénature nos démocraties. Nos élites, la « classe de Davos » comme l’interpelle Susan George, se sont complètement coupées de la réalité des peuples. Plutôt que de rechercher le dialogue, elles choisissent la confrontation. L’impératif de solidarité a cédé le pas devant l’obsession sécuritaire. Dans un tel contexte, l’avenir semble annoncer de nouvelles mobilisations sociales pour exiger le retour de la démocratie dans nos sociétés, portées par l’espoir des peuples qui se rassemblent pour refonder un nouveau contrat social qui fasse une place aux générations futures. Cela passera sûrement par un renouvellement complet de notre classe politique et une mise au pas du monde de la finance. Certains gouvernements progressistes ont déjà, depuis plusieurs années, compris le message et tendu la main et l’oreille aux mouvements sociaux. Les exemples sont [189] nombreux en Amérique latine et se traduisent par l’adoption de constitutions très avant-gardistes comme en Equateur et en Bolivie. Sur ce chemin de la compréhension des enjeux globaux et de notre

nouvelle réalité sociétale du XXI siècle, nous avons tout à apprendre du Sud.

Les solutions alternatives au néolibéralisme sont connues et la mouvance altermondialiste ne cesse de les mettre de l’avant depuis plus de dix ans. Ne manque que le courage politique de les mettre en application. Cela passe par une rupture avec le régime oligarchique qui nous gouverne et la reconnexion entre les gouvernements et les mouvements sociaux et citoyens, à l’instar de ce qui se passe depuis dix ans en Amérique latine. Espérons que l’énergie du mouvement des indignés, de concert avec l’ensemble des luttes contre le néolibéralisme qui se développent à travers le monde, saura faire naître une réelle volonté politique de changement chez des dirigeants qu’il nous reste encore à trouver. 2012 sera une année électorale dans bon nombre de pays. Allons-nous voir éclore un nouveau printemps des peuples ?

[190]

FIN